



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100 F

N°11 - 19 SEPTEMBRE 1985 -

HEBDOMADAIRE

COMMENT ILS ACHETENT LEURS ELECTEURS :

N° 5,465,155
SÉ BG

B.P.F.C.F.P.

3 000 F

N° 5,465,161
SÉ BG

B.P.F.C.F.P.

3 000 t-

N° 5,465,163
SÉ BG

B.P.F.C.F.P.

3 000 k

Banque de l'Indochine et de Suez

Payez contre ce chèque

à l'ordre de

Weekes

Pratiques

SOMME

PAYABLE
BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ
NOUMÉA

11121/27.612 N
Mr FROGIER Pierre
2 Rue de MONACO
Baie des Citrons
NOUMÉA

le 08 sept.

19 85

ASSEMBLÉE NATIONALE

JACQUES LAFLEUR
DÉPUTÉ DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Audree

LA MAFFIA RPCR

ÉCOURRIER DES LECTEURS

Istres, ce 12 juin 1985

Jean-Marie TJIBAOU,

Le 4 mai dernier, j'ai participé en tant que soldat français, à vos côtés, à la Manif à Bonn pour le Désarmement, contre Reagan et l'impérialisme français, et pour une Kanaky libre, indépendante et socialiste.

Après cette manif qui nous a fortement impressionné, mes camarades et moi, nous pensions aller en Prison Militaire pour quelques jours.

Mais cela n-nous faisait pas peur, car nous avions été très heureux de participer à cette manif avec les « Verts Allemands » et le représentant du FLNKS.

Aucun camarade soldat n'a eu de problèmes après cette manif, et dans nos casernes notre action fut très bien appréciée de nombreux appelés (et de quelques engagés).

Le FLNKS bénéficie d'une certaine sympathie parmi les soldats appelés, et ceux-ci ne comprennent pas pourquoi le Gouvernement « socialiste » français refuse d'accepter l'indépendance de Kanaky.

Plus récemment, le 14 mai dernier, je suis allé, en civil, à une réunion de Pacifistes à Marseille, non loin de ma Caserne ; réunion de soutien à JL Cahu, lieutenant qui travaillait au plateau d'Auron où se trouve

une partie de la force nucléaire française, et qui a déserté en novembre 1984.

A cette réunion étaient présents des représentants des Verts, du PSU, du PS, du PCF, et d'autres organisations démocratiques.

Je pris la parole en tant que soldat appelé pour dénoncer le fait que nous n'avons aucun droit dans les Casernes, à ce n'est celle d'aller écraser la liberté des peuples opprimés, hier le peuple algérien, aujourd'hui plus que jamais le peuple kanak.

Et que s'il fallait lutter pour la Paix, cela passait obligatoirement par le soutien et la lutte pour l'indépendance de votre peuple.

Ce jeudi 23 mai, le colonel commandant la base aérienne d'Istres me fit subir un interrogatoire de près de 3 heures, me questionnant sur les raisons de ma présence et de mon intervention à cette réunion, sur mes lectures, et mes éventuelles appartenances religieuses et politiques.

Tout en se livrant à une attaque quasi-hystérique contre les Pacifistes, les Verts et bien entendu « Les Rouges » (!), comme étant manipulés par les sanguinaires soviétiques !!!

Concluant que les seuls et vrais Pacifistes, ce sont les militaires. Evidemment !!!

Pour cela, le Général commandant la 4ème région aérienne (Sud-Est de la France) vient de m'infliger une punition de 20 jours d'arrêt.

De nombreux témoignages de sympathie de la part d'appelés et d'engagés semblent renforcer l'iniquité d'une punition.

Mais quoi qu'il advienne, le combat continue et soyez assurés qu'en France, jusque dans les casernes, vos partisans sont plus nombreux que ne le dit la Presse.

VIVE LA PAIX !

VIVE LA KANAKY INDEPENDANTE ET SOCIALISTE !!!

Bien fraternellement

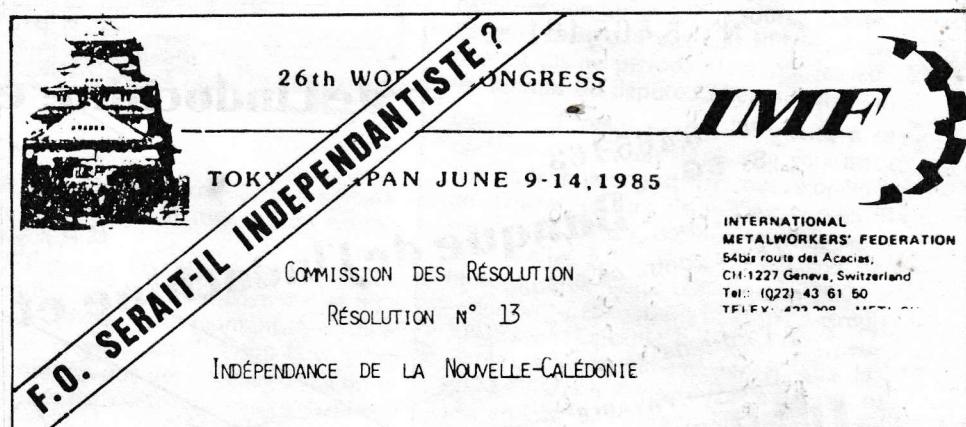
Jean-Henri REYNIER

Aviateur REYNIER Jean-Marie M-G/INFRAESPACES VERTS Base aérienne 125 13 128 Istres -

BWENANDO
Le premier journal de Kanaky
BP, 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

Composition / Montage
EDIPOP
Impression à 4000 exemplaires par ICP

ABONNEMENTS
C C P No 123 55 M
Abonnement de soutien :
10.000 F
Nelle Calédonie :
1 an : 5.000 F CFP
6 mois : 2.500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7.850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6.250 F CFP
AUSTRALIE - Nelle ZELANDE :
Avion, 1 an : 6.450 F CFP
POLYNESIE FRANCAISE :
Avion, 1 an : 6.150 F CFP
WALLIS - FUTUNA :
Avion, 1 an : 5.450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8.850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8.150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.



Le 26ème Congrès de la FIOM, réuni à Tokio, Japon du 9 au 14 juin 1985,

1. réaffirme son attachement à la libre détermination des peuples et de leur indépendance et contre toute forme de colonisation ;
2. salue la lutte du peuple calédonien pour son indépendance ;
3. condamne l'attitude irresponsable de la droite française et de ceux qui s'opposent à toute idée d'émancipation du peuple néo-calédonien, donc à celle de l'indépendance, y compris par des provocations armées en direction des travailleurs de Nouvelle-Calédonie ;
4. appuie les actions menées par les syndicats affiliés à la FIOM - le syndicat des Ouvriers et Employés de Nouvelle-Calédonie - SOENC - CFUT, la Confédération Française Démocratique du Travail - FO, Force Ouvrière et FO, Fédération de Travail de la Métallurgique pour réaliser cette indépendance, dans le respect des droits et libertés de toutes les composantes de la population ;
5. souhaite que l'action entreprise par le gouvernement français pour l'indépendance soit menée à son terme dans les délais les meilleurs ;
6. appelle les organisations affiliées à la FIOM à soutenir les efforts de ces syndicats en Nouvelle-Calédonie entrepris dans cette perspective.

F.O. serait-il indépendantiste ? Ce syndicat participerait-il dans l'ombre à la grande subversion indépendantiste ?

Si l'on en croit la résolution no13 adoptée lors du 26 ème Congrès Mondial de la FIOM (Fédération Internationale des Ouvriers de la Métallurgie) en faveur de l'indépendance de la Nelle Calédonie, Force Ouvrière mènerait «des actions pour réaliser cette indépendance». De deux choses : soit F.O. abuse la FIOM (comme elle abuse les travailleurs de N.C.), soit la direction de UTFO mène un double jeu. Les travailleurs aimeraient bien en savoir un peu plus.

Quand il ne leur reste plus que leur fric

Cette affaire de corruption de l'électoral que nous révélons dans ce numéro de BWENANDO et qui a déjà fait l'objet d'un véritable «scoop» lors du premier passage à RFO des candidats du FLNKS jeudi 19 septembre, n'est pas à proprement parler un scandale ou une espèce de «bavure» politique, car chacun sait que ces pratiques sont monnaie courante dans les bas-fonds de la droite coloniale. Cette campagne de distribution de chèques dans la commune du Mont Dore ne serait que la petite partie immergée d'un vaste trafic d'influences dont les ramifications s'étendent sur tout le Territoire et même au-delà, englobant ces multiples «lobbies» de la finance, de l'industrie et de la politique qui en Australie, à Tahiti ou en France, s'activent pour maintenir la Calédonie et ses richesses sous pavillon de complaisance français.

Mais tous ces chèques, distribués gracieusement par centaines (et assortis d'un petit mot d'amitié de Monsieur le Député Jacques LAFLEUR, s'il vous plaît) ça doit faire pas mal d'argent ? Des broutilles, des petits pourboires pour cette caste de privilégiés qui brassent des milliards de chiffre d'affaires et jonglent avec les centaines de millions de bénéfices, ces potentiats de la mine, de l'import-export, du courtage, de l'immobilier, de l'assurance, qui ont bâti le RPCR dans l'unique but de donner à leur empire économique une façade plus populiste. Comble de machiavélisme, tous les fonds ne sont pas perdus puisqu'il retourne dans le circuit Ballande c'est à dire dans les poches des mêmes patrons. Au fond, la seule «innovation» dans cette affaire serait d'ordre technique : on est passé des sacs de riz et de sucre de grand-papa aux chèques bancaires et à l'informatique pour «cibler» les bons candidats (ils sont forcément chômeurs ou appartenant à des familles nombreuses) sur les fichiers des municipalités. C'est plus propre et plus efficace. Marketing politique aidant, on est passé du «vote alimentaire» au «vote investissement».

Le RPCR doit bénéficier de beaucoup de sympathies dans le monde judiciaire et l'appareil d'Etat (ne parlons pas des médias qu'il contrôle) pour se lancer ainsi dans ces campagnes massives de magouilles pour acheter des électeurs publiquement, sans craindre apparemment les fuites et les risques de dérapage. C'est à se

demander si tant de cynisme ne confine pas tout simplement à la ... provocation. Etrange «normalisation», étrange «démocratie» où les féodalités coloniales règlent l'exercice du suffrage universel selon un code qui relève plus du gangstérisme que de la morale civique des pères fondateurs de la République.



Rassurez-vous, on ne vous fera pas le coup de la «moralisation de la vie publique», personne n'est candidat pour une séance de lynchage. Que LAFLEUR, LAROQUE, UKEIWE soient des menteurs, des démagogues, de médiocres prédictateurs de l'Apocalypse, ça tout le monde le savait déjà. Ces parvenus de la magouille et du pillage, n'ont été cooptés par leur pairs que pour distiller la haine et la bêtise raciale. Qu'ils se remplissent tranquillement les poches pendant que les braves petits colons et les gentils employés d'administration sont envoyés au casse-pipe. Qu'ils s'allègent leurs charges fiscales de 40 %, pendant que les petits contribuables se font saigner par l'augmentation des taxes de toutes sortes, dont la T.G.I. Tout le monde connaît la chanson.

La société coloniale est bien malade, et les premiers relents de décomposition commencent à s'échapper des fissures qui

apparaissent un peu partout, chaque jour un peu plus grandes. La belle assurance d'autan des colonialistes qui proclamaient sans vergogne que ce pays était condamné pour l'éternité à rester une terre française a fait place au doute, à l'angoisse, pour ne pas dire au fatalisme. Les appels vibrants à la résistance pour tenir jusqu'en 1986 n'arrivent pas à masquer les interrogations d'une communauté qui a perdu la confiance pour ne garder que l'arrogance : de quoi demain sera-t-il fait ? A 15 ans, ai-je un avenir devant moi dans ce pays ? La société coloniale calédonienne se désagrège par morceaux, les mentalités de dominants s'éclatent par pans entiers. Les vieilles formules usées des vieux politiciens de droite ne suffisent plus à contenir cette angoisse existentielle des colons, et les caciques du RPCR le savent. A défaut de stratégie de rechange, on a recours aux vieux expédients. Et voilà les tenors de l'opposition qui se bousculent au chevet du malade, ou ressort du placard les vieilles recettes de la fraude électorale pour cuisiner l'électeur «mouvant» (on gonfle ainsi les inscrits dans les communes de la région-Centre, enjeu principal de ces élections), on étale le chéquier, on actionne la pompe à psychose. Rien n'est laissé au hasard. Et s'il ne veut pas digérer le cassoulet servi par «Week-End Ballande», on enverra au récalcitrant quelques gros bras tatoués. La maffia RPCR dans toute sa splendeur réseaux d'influences, clientélisme électoral, corruption des consciences, relais institutionnels organisés (police, administration, justice, médias), fraudes, corruptions.

Mais comment peut-on acheter une voix, «une conscience», avec de l'argent ? Beaucoup de kanaks se sont posés la question : quelle cause mérite qu'on s'abaisse à de telles pratiques ?

Il faut rendre grâce à tous ces kanaks anonymes, mères de familles, chômeurs, vieux, qui sont venus spontanément signer au mouvement ces «cadeaux». C'est un signe que l'air du temps a changé et que l'époque des bénis oui-oui est définitivement révolue. Ils ont osé, ils l'ont fait savoir, ils le disent : «on ne nous achète pas !»

Quand les humbles gens prennent enfin conscience que derrière les beaux discours, il n'y a que le fric et la pourriture c'est déjà le début de la fin.

Du Bureau Politique du F.L.N.K.S

Deux principaux points ont fait l'objet des réunions du bureau politique cette semaine : le soutien aux revendications de nos camarades de Ponérikhouen et l'A.G. du FLNKS de Houailou.

La délégation que le Bureau Politique avait envoyé à Ponérikhouen pour faire le point de la situation avec le comité de lutte, a rapporté la lettre remise à l'administration le 10/03/ au cours d'une entrevue à la mairie de Ponérikhouen, document que les militants ont retrouvé dans BWENANDO.

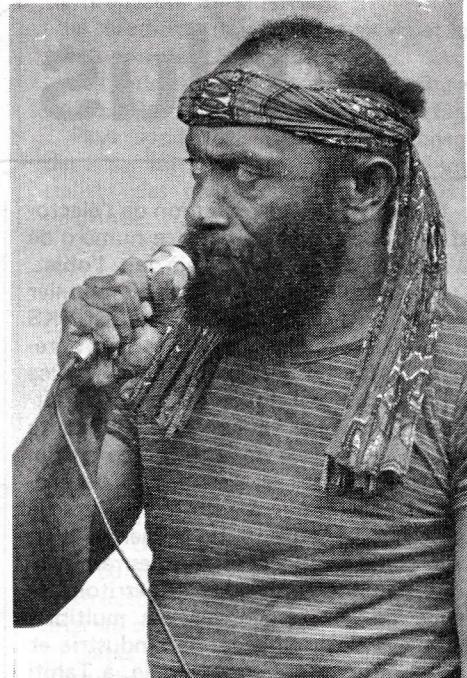
Le programme de l'A.G. du FLNKS des 14 et 15/09 à N'ssakoéa avait été établi par le BP : Profession de foi (charte, notion des congrès etc...), Programme (4 commissions : 4 «régions Fabius»), Synthèse, débat et motions. Non seulement ce programme, à l'issue des 2 journées de travail, a été suivi, mais encore, l'apport des comités de lutte a permis d'aborder de nombreux autres points, rendant ainsi plus riche et plus constructive cette A.G.. Tous les comités de lutte étaient présents sauf Gomen, Koumac, Poum, Belep et Maré.

Il convient d'autre part de féliciter et de «tirer un grand coup de chapeau» au comité de lutte de Houailou, aux autorités coutumières, aux vieux et aux femmes de Néssakoéa et Houailou pour leur chaleureux accueil et remarquable organisation, et ce, malgré les conditions du temps difficiles.

Après donc les accueils coutumiers, samedi matin, l'A.G. a été ouverte par le Président du G.P., présent le samedi. Après la dissolution du PSC (Parti Socialiste Calédonien), l'A.G. a officiellement accepté au sein du FLNKS, en tant que groupe de pression, le PSK (Parti Socialiste de Kanaky), signataire de la Charte.

Le BP, animé par L. JOREDIE et F. BURCK, a présenté la «Profession de foi» Nationale, pour les élections du 29 : la Charte du FLNKS, pourquoi le FLNKS va aux élections (Motion de Hienghène), réalisation par la maîtrise des régions de la motion de Nakéty quant à l'organisation économique et sociale sur un schéma kanak socialiste), l'objectif du FLNKS durant ces 27 mois (Gestion de la terre, auto-suffisance et organisation de la production, application sur le terrain des synthèses des commissions du congrès de l'Océanic sur le socialisme et la constitution...), statut des personnes et des biens en Kanaky.

La Convention de l'EPK (Ponérikhouen) avait délégué pour cette A.G. une forte délégation pour venir faire part au mouvement de ses réflexions et décisions (voir BWENANDO no8).



Chaque «région Fabius», après un travail en commission, a ensuite présenté ses comptes-rendus de travaux de propositions : NORD, CENTRE, SUD et ILES.

Après des informations d'ordre général sur les élections (1 délégué + 1 assesseur + 1 suppléant par bureau de vote, campagne RFO, meetings et conférences de presse, distribution des bulletins de vote dans les mairies etc...), une synthèse de la journée de travail de samedi a été proposée le dimanche à l'A.G. pour lancer le débat et aboutir à un consensus sur les décisions à adopter. Un nouveau travail en commissions, par «région Fabius» s'est avéré nécessaire. Un des principaux thèmes du débat qui en a résulté, a été sans aucun doute celui des structures du FLNKS : contradictions, incompatibilités, incompréhension ou encore manque de coordination. L'EPK a également été au centre des débats.

Dimanche, vers 16 h, les décisions et les motions de cette A.G. étaient arrêtées :

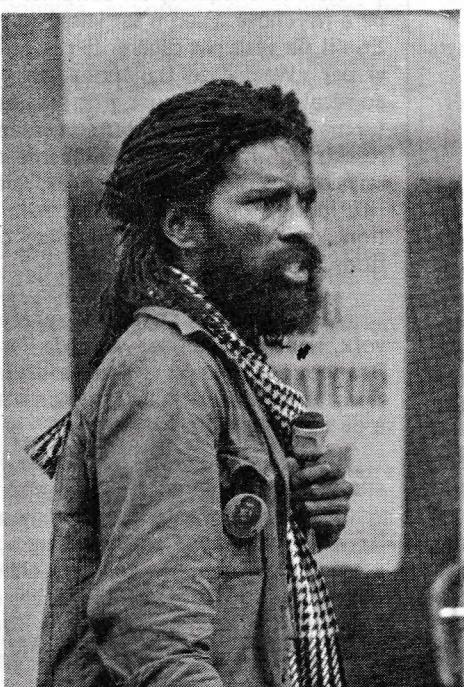
- 1/ Congrès du FLNKS les 16, 17 et 18 novembre (structures FLNKS, bilan, objectifs et stratégie)
- 2/ Comités de coordination dans chaque région (Fabius) faisant office de liaison entre les CL et les GP, de contrôle des élus, de force de propositions concrètes à un programme ; chaque région s'organise pour son propre programme.
- 3/ L'A.G. reconnaît que l'EPK est un acquis de la lutte du peuple kanak sur le terrain et que les instances du FLNKS (comités de lutte, BP, GP et comités de coordination...) ont le devoir de le prendre en compte à tous les niveaux pour que cet outil de lutte progresse pour être l'Ecole de Kanaky.

Un week-end de réflexion nationale sur l'EPK est arrêté pour les 23, 24 novembre, et une journée de mobilisation contre l'école coloniale est fixée pour le 25 novembre.

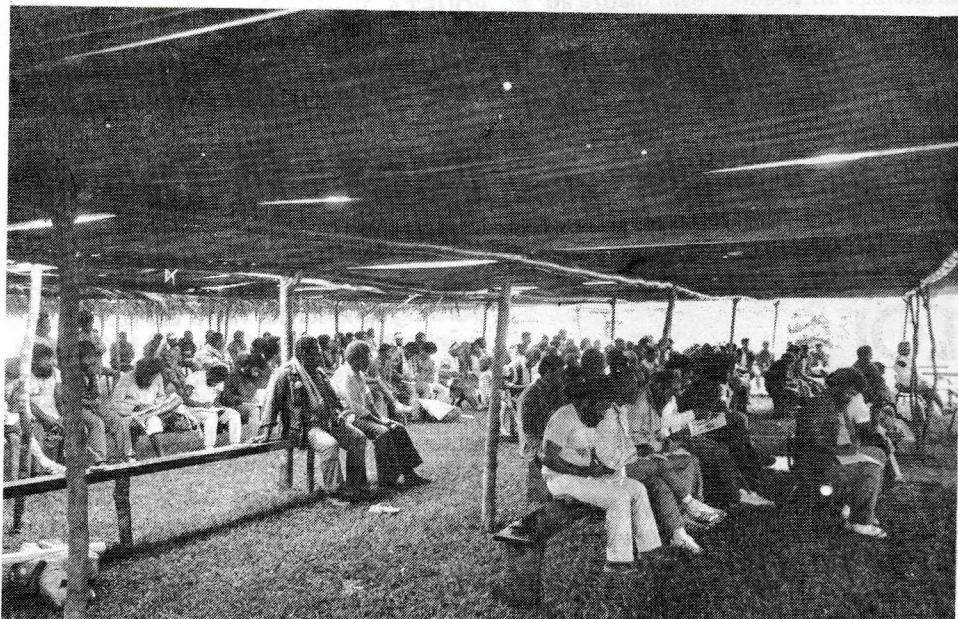
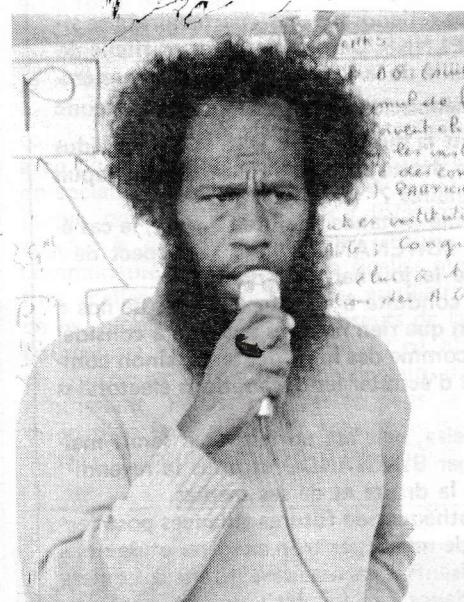
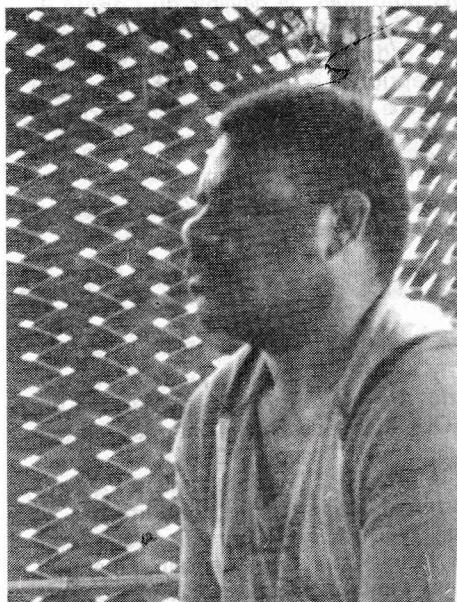
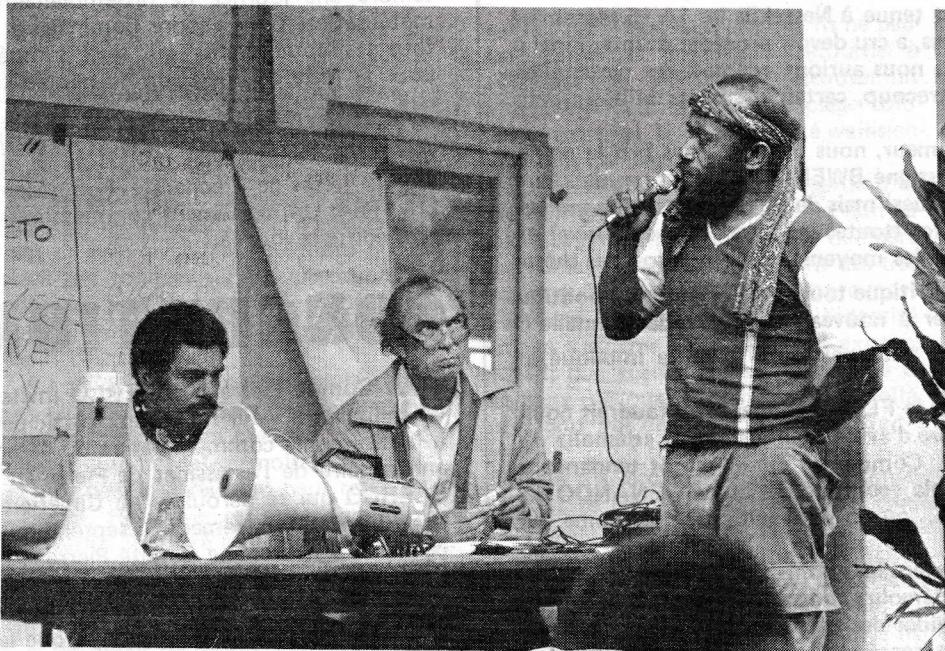
L'A.G. s'est terminée sur un appel de soutien militant des comités de lutte dans la distribution de BWENANDO.

Après les gestes coutumiers, vers 16 h 30, les militants avaient bien mérité un bon repas ! Merci et encore Bravo à Néssakoéa et Houailou !

En parallèle à ce trop succinct compte-rendu, mais BWENANDO a ses exigences et ses urgences, le BP adresse à tous les comités de Lutte un compte-rendu plus complet des débats de cette A.G.



NESSAKÜA



YATE

SUR L'OCCUPATION DE LA MAIRIE

DE YATE

L'action engagée par le Comité de Lutte de Yaté sur la Mairie aura pris en tout 8 jours. Déclenchée le vendredi 6 septembre, journée placée sous le signe de la solidarité avec le comité de lutte de Ponérihouen, l'occupation a été levée le 14 septembre à 18 h après qu'auraient été réunies comme l'exigeait le comité de lutte les conditions nécessaires au règlement définitif de cette question.

Ainsi le Maire a démissionné ce lundi 16 septembre et après les régionales, une solution durable sera trouvée.

En fait, quel est l'enjeu de cette bataille d'arrière-garde ? Pour le comité de lutte de Yaté, la réponse est fondamentalement politique. Certes, la Mairie est et restera une institution coloniale. Simplement le Comité de Lutte, après en avoir délibéré pendant 4 mois, pense qu'il est possible voire nécessaire de l'utiliser pour renforcer le travail et l'engagement pour la construction de KANAKY.

Ce qu'il faudrait, c'est arriver à maîtriser l'outil qu'est la municipalité pour en faire autre chose que ce que propose le système.

Une première difficulté se situera au niveau des rôles ou des méthodes de direction. Le Comité de Lutte préconise le travail en équipe.

Une deuxième difficulté se situera au niveau des rapports avec la base. Le Comité de Lutte pense qu'il faut que le courant passe de la base vers le sommet et vice-versa. Aussi les principales décisions seront prises au niveau du Comité de Lutte.

Une troisième difficulté se situera au niveau de la gestion des moyens de production de la municipalité. Que cette gestion se fasse dans le sens de rapprocher la municipalité vers les populations des tribus et qu'elle ait pour objectif de créer les conditions d'un développement pour et avec la population.

En un mot, le Comité de Lutte s'est engagé pour que la municipalité soit une administration du peuple et par le peuple. Rhétorique facile diront certains. Sans doute, sans compter les lois du système par Subdivision Administrative Sud interposée.

Mais il est un fait certain : les militants pendant la semaine d'occupation ont cuvert le ventre de la bête et regardé tout ce qui avait dedans. Ce sont des gens maintenant conscients, avertis et le comité de lutte s'attachera toujours à ce que les décisions viennent et partent d'eux.

LE COMITE DE LUTTE FLNKS DE

Y A T E

LES MYSTERIEUX "PARTENAIRES"

Lors de la Convention du Front qui s'est tenue à Nessaküa les 14/15 septembre, un dirigeant du FLNKS, et non des moindres, a cru devoir procéder à un «rappel à l'ordre» de BWENANDO, sous prétexte que nous aurions «démoli des partenaires» et que nous n'aurions pas ménagé, par contrecoup, certaines susceptibilités... dans le FLNKS.

S'il ne s'agissait que d'une question d'humeur, nous n'aurions pas pris la peine de relever ces propos, car le rôle que s'est assigné BWENANDO n'est pas de «faire plaisir» (surtout pas à nos adversaires politiques) mais de servir, même bien modestement, de vecteur aux idées indépendantistes (toutes les idées, sans exclusive) et de contribuer à combattre avec nos trop faibles moyens, la propagation des thèses de la droite coloniale. Mais dès lors qu'une critique touche à l'orientation politique du journal, il nous semble utile de préciser à nouveau la ligne rédactionnelle de BWENANDO, chose qu'un lecteur assidu et pour peu qu'il se sente impliqué, a compris depuis fort longtemps.

- Ou bien ces «partenaires» se trouvent dans le FLNKS auquel cas il faudrait nous désigner un seul camarade qui peut se plaindre d'avoir été injustement «démoli» ou censuré dans les colonnes du BWENANDO. Comme on aurait plutôt tendance à nous reprocher de faire trop «consensus», cela voudrait dire que BWENANDO devrait s'afficher comme un journal de débats... où on ne débat pas. En somme, un journal-buvard.

- S'il s'agit des organismes d'aide qui apportent leur contribution matérielle (C.C.F.D., F.E.D., C.O.E....), loin de vouloir les «démolir», notre souci était de mettre l'accent sur cette contradiction consistant à aider des partis qui financent des campagnes politiques politicienne avec un argent censé servir à des projets de développement.

- Ou alors enfin, et c'est l'hypothèse que nous retiendrons, ces «partenaires» se situent parmi les kanaks qui n'adhèrent pas au FLNKS. Dans ce cas, il est difficile de ne pas faire le lien avec les articles parus la veille de la Convention dans le numéro 10 de BWENANDO. Dans ces articles, nous dénoncions le rôle éminemment contraire aux intérêts du peuple kanak que jouent la direction du LKS et les individus tels WETTA et NEOERE qui font le lit de la droite coloniale raciste. Mais depuis quand faut-il les considérer comme des partenaires ?

Le Bureau Politique du FLNKS reste la seule instance habilitée à fixer, le cas échéant, de nouvelles orientations politiques à BWENANDO, dans le respect de structures de fonctionnement autonomes que le journal s'est donné.

Rien de tel ne s'est produit concernant la conduite à adopter vis à vis de nos «frères ennemis», pour la bonne et simple raison que rien ne nous autorise à considérer le LKS et les kanaks de service du RPCR comme des interlocuteurs, sinon comme des partenaires. Bien au contraire, il suffit d'écouter les déclarations électoralles de WETTA et de LALIE.

Qu'ils ne soient pas nos adversaires «naturels», cela est un fait, et il serait malhonnête de ne pas reconnaître la part prise par BWENANDO et nous le revendiquons dans la «démolition» systématique de la droite et de ses médias.

Mais de là à les ménager pour ne pas hypothéquer de futures alliances postélectorales, alors là pardon, mais il faudrait tout de même pas trop exagérer et de nous demander de nous faire hara-kiri ! Ces soi-disants «partenaires» tirent à boulets rouges sur le FLNKS, vomissent sur l'indépendance kanake, déshonorent la mémoire de nos martyrs, mangent au ratelier de la droite et l'on voudrait déjà mettre au frais le champagne de la réconciliation !

Si c'est pour jouer à ce petit jeu, il ne faut pas trop compter sur nous pour transmettre ce message.

Ajoutons seulement, pour le crédit du FLNKS, qu'il n'est pas très judicieux, en pleine période électorale, de confondre «adversaires» et «partenaires».

LA REDACTION

REPÈRES

BWENANDO MODE D'EMPLOI

"BWENANDO" aura une parution hebdomadaire et sortira tous les jeudis. Compte tenu de nos faibles moyens financiers,

- Susciter le débat, c'est d'abord ouvrir ses colonnes à tous les courants, aux différentes

tribuer par des souscriptions financières, ou mieux encore, en faisant aboyer à "BWENANDO" le pôle de vous.

Nous conseillerons à certains camarades, si soucieux du standing de BWENANDO, de relire la notice «Bwénando mode d'emploi» parue dans le Numéro 0. Lorsque tout le monde aura assimilé les mêmes règles du jeu, on pourra éviter ces petits malentendus.

HIENGHÈNE

Le Comité de Lutte FLNKS de Hienghène organise à l'occasion du 24 septembre une journée de rassemblement-mobilisation pour rendre hommage à tous les combattants qui sont tombés pour la lutte de libération du peuple kanak.

Ce rassemblement se fera sur les lieux même de l'embuscade qui coûta la vie aux 10 frères de Tiandanite, le 5 décembre 1984. Un monument commémoratif sera édifié ce jour-là.

CONCEPTION

Le Comité Pierre DECLERCQ invite les militants à venir nombreux participer à la cérémonie commémorative du 4ème anniversaire de l'assassinat de Pierre DECLERCQ qui se déroulera au Cimetière de la Conception, samedi 21 septembre à partir de 9 heures. Le Comité Pierre DECLERCQ rappelle que le reste de la journée sera consacré à des réflexions et des débats sur différents thèmes, tels que la justice coloniale, la répression, les assassinats politiques, le devenir du Comité Pierre DECLERCQ. Cette animation aura pour cadre le terrain de football de la Conception. Les manifestants trouveront sur place des repas (payants) préparés par les animatrices du «Souriant Village Mélanésien».

clarification

A tous les lecteurs de la Région NORD-FABIUS, Mr BOUARAT Joseph Karié 1er adjoint de Jean-Marie TJI-BAOU, Maire de Hienghène, déclare que le dénommé Joseph BOUARAT, 4ème sur la liste RPC (Rassemblement Paix et Coutume) Région Nord conduite par Henri WETTA, est le frère du Grand Chef Luc refugié aux tours de Saint-Quentin depuis l'embuscade du 5/12/84 à Hienghène et dont le vrai nom kanak est POUETA. Il est un membre du «Comité de crise» et faisait partie du convoi de ravitaillement pour les «affamés» de Oukyagette, Haut-Coulna et Bas-Coulna.

rectificatif

Dans le BWENANDO numéro 10, vous avez dû relever certaines fautes d'orthographe sur les noms des candidats se présentant sur les 4 listes FLNKS. Ces petites erreurs sont imputables à la claviste ... des «Nouvelles», because reproduction. Ainsi sur la liste de la région Nord, il fallait lire René POROU (au lieu de POMOU) et Gustave WAKA-CEO (à la place de WANG-EQU). Dans la liste de la région Centre, il fallait comprendre MEUREUREU-GOWÉ au lieu de MEUREUREU-GOUIN.

L.K.S : CAP SUR LA KANAKY FRANCAISE !

En période électorale, il est d'usage de faire beaucoup de promesses et d'appâter l'électeur avec des formules chocs qui flattent votre bon sens et compatissent à vos malheurs, quitte à mélanger un peu les genres: Dans ce domaine où les experts en marketing électoral jonglent avec votre destin aussi facilement que s'ils vendaient des paquets de lessive, le LKS a certainement mérité la palme de l'enflure et de la démesure. Lors de la campagne des territoriales du 18 Novembre 84, nos collègues «légalistes» nous avaient déjà régale de quelques perles dont le fameux «le FLNKS ne sera plus rien le 19 novembre au matin» de LALIÉ ou encore «ce pays est un paradis, il faut en faire un grenier» de Mathias NETCHERO. Le LKS récidive de nouveau, à coups de placards publicitaires dans le journal progressiste «les Nouvelles» mais surtout en arrosant le pays de leurs professions de foi électorales condensées dans un petit livret jaune. Si le style confine toujours à l'autosatisfaction et au délire, la lecture de leur dépliant-programme, révèle parfois quelques détails forts instructifs sur les «propositions» d'un parti qui se prétend encore «indépendantiste» et même «socialiste».

Passons sur le petit laïus de BAILLY qui nous annonce la venue des nouveaux messies, les «nationalistes intelligents». On connaît le refrain : nous sommes les plus beaux, les meilleurs, les moins «primaires»... Inutile d'accabler un camarade qui voit des Khmers-Rouges et... le SIDA frapper à nos portes. Son cas relève de la dégénérescence mentale, non de l'analyse politique. Voyons plutôt les aspects du programme politique du LKS 85, version Pisani. Le petit livret jaune est censé apporter une réforme aux grandes questions que vous vous posez. L'indépendance pourquoi ? Le LKS affirme que c'est pour répondre aux ASPIRATIONS LEGITIMES du peuple kanak, tout en récusant le concept d'indépendance kanake, jugée sectaire, au profit de celui d'indépendance pluri-ethnique, beaucoup plus souple électoralement. Si le fondement historique de la revendication d'indépendance (et même son seul fondement juridique et sa seule source de «légitimité»), c'est le droit inné et actif du peuple kanak colonisé «à disposer librement de lui-même», comment garantir ses aspirations légitimes et sa spécificité de ses droits dans une indépendance «pluri-ethnique» où les valeurs de la société kanak n'auront ni plus ni moins de prééminence et d'autorité que celle d'une autre «ethnie» ? A cette question, le LKS, pas plus que les autres naufragés de l'ex-FI, n'apporte JAMAIS le moindre début de réponse, tout simplement parce que cette question n'a pas de sens, sauf à considérer que l'indépendance du peuple

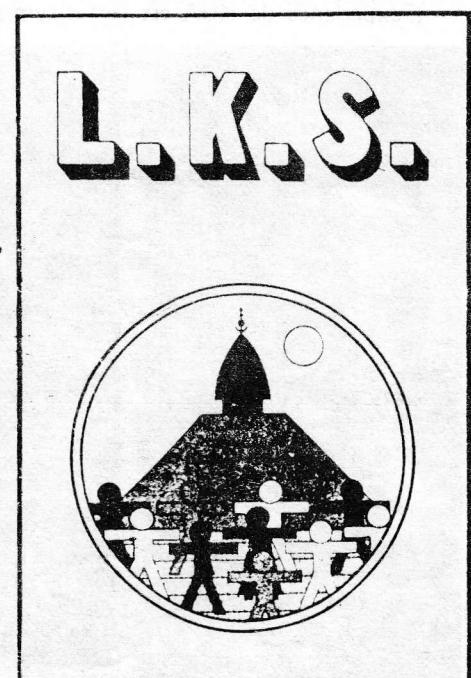
kanak en Kanaky relève de ces idéologies étrangères dont le LKS se proclame l'adversaire acharné. L'indépendance, comment ? Par la lutte des classes, par la lutte armée populaire, par la désobéissance civile généralisée ? Non point, vous n'y êtes pas du tout : ça se fera en ACCORDS PRIVILEGIÉS AVEC LA FRANCE (et c'est souligné). Bref, l'acte de retrocession de sa souveraineté nationale au Peuple Kanak devrait pouvoir se négocier à l'amiable entre partenaires, selon les modalités qui régissent... le plus banal accord de coopération.

Au chapitre de l'économie, le LKS nous propose un catalogue de mesures qui vont du développement autocentré jusqu'à la planification, tout cela nappé d'une sauce vaguement autogestionnaire, mais sans que l'on sache très bien si ces perspectives participent d'une stratégie délibérée de rompre avec le système de domination capitaliste, ou s'il s'agit de s'aménager des espaces de développement économique autonomes, à la périphérie des centres moteurs du capitalisme local. On a plutôt l'impression d'un programme économique invertébré, bricolé à partir de slogans à la mode, un machin pour susciter le «consensus économique». Pour ce qui concerne l'enseignement, on fera une petite place aux «langues vernaculaires»... «dans la mesure du possible». On croirait un Jacobin de l'Académie française ! Mais c'est pas tout, la France garantira «le niveau du service actuel» (les petits bourgeois de l'enseignement n'ont rien à craindre pour leur pouvoir d'achat) «la validité des diplômes» (label «made in France») et «la poursuite des études

supérieures» (vu que seule la France est capable de constituer des universités et de produire des cerveaux). Et c'est comme ça pour tout le reste. La nationalité kanake ? Ouverte à tous, sans RESTRICTION Chiche pour Maresca et Compagnie ! Les droits sociaux ? Etablis sur la base du principe de la NON-DISCRIMINATION entre nationaux et résidents étrangers ! Autrement dit, si demain en Kanaky, la priorité des emplois publics, par exemple sera décrétée comme étant réservée aux kanaks, ce sera de la discrimination, possible des foudres d'Amnesty International.

Nous vous avons réservé pour la fin les morceaux de choix. La propriété ? LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE EST RECONNUE ET GARANTIE PAR L'ETAT, aussi bien pour les nationaux que les non nationaux. Et dans les zones rurales, toutes les petites et moyennes propriétés seront concernées : Ça veut dire tout bonnement que les fondements même du système capitaliste seront préservés et qu'il n'y aura pas d'aliénation de fait du capital foncier colonial. Bref, vive le capitalisme et le colonialisme, sous la bannière du LKS on reprends les mêmes et on recommence.

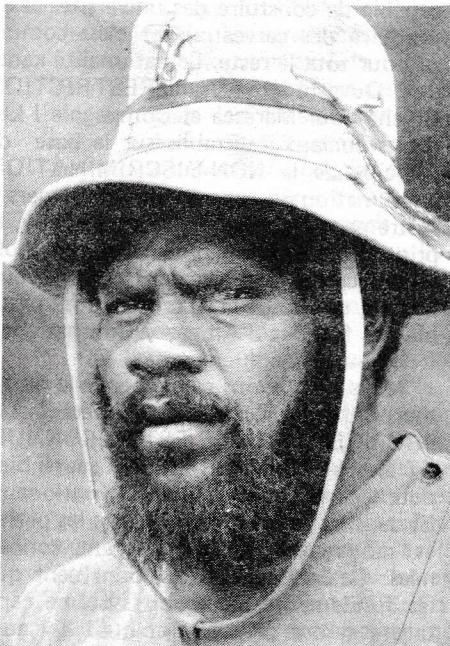
Pour les relations extérieures, Bailly nous promet enfin d'être traités sur la base de l'égalité par la France. Moralité : le colonialisme français, c'est mauvais, mais être décolonisé par la France, c'est bon !



"S'ils se mettent auss

«Avant, le bétail faisait partie de leur paysage. Ça ne nous concernait pas». Confidence d'un vieux kanak de Houailou. Avec sa voix rauque et son accent du Terroir, il dit les choses simplement. Mais clairement.

«Avant, le colon avait la Terre, le troupeau, le magasin. Nous les kanaks, on se contentait de consommer. Et d'être spectateur»... Si le vieux parle d'avant, c'est parce qu'on se trouve sur la plaine de KUA. Et KUA, dans la région de Houailou, c'est quelque chose. Un symbole de la «reprise» de possession du pays kanak.

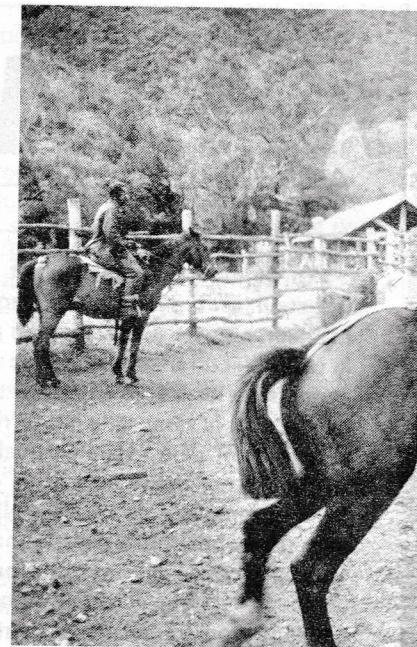


Il faut traverser Poro, s'engouffrer dans la montagne, traverser les sinistres plateaux miniers pour enfin toucher du doigt «l'exemple de KUA». Une vallée extrêmement fertile. Un cadre majestueux qui sent bon la Côte Est. Et sur la plaine de 280 ha, un troupeau de 330 têtes de bétail qui déambulent paresseusement. Le tout appartient à la tribu. C'était une ancienne propriété SLN revendiquée par les clans. Un GIE d'élevage s'est mis en place en 1981. Il s'accroît d'année en année.

L'expérience de KUA est certes sym-

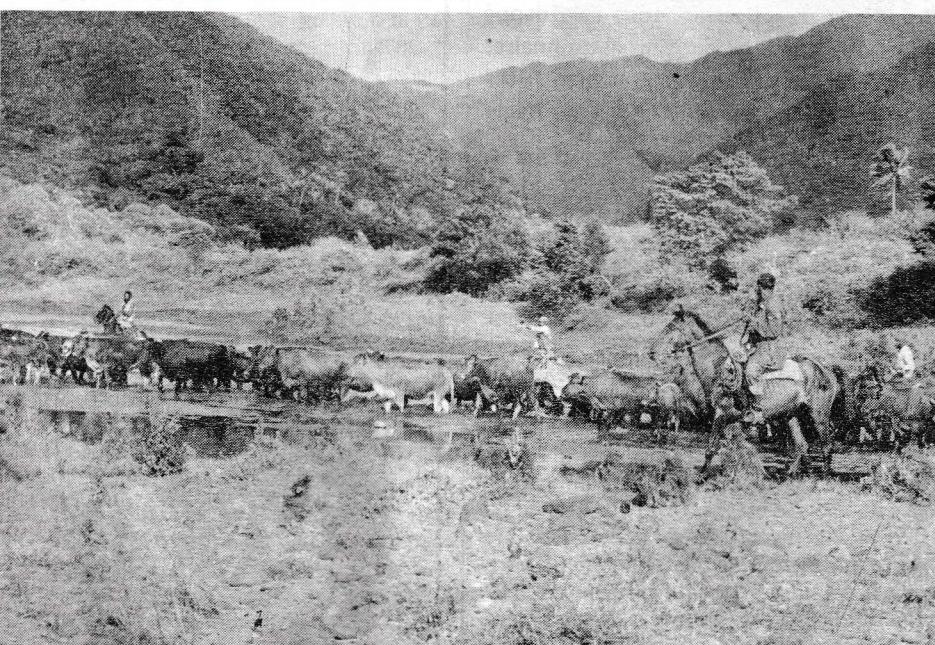
bolique. Pourtant, elle n'est pas unique. A Houailou, 2 700 ha de terres ont été récupérées depuis 1980. Moisson, Leroi et Mazurier ont quitté la région. Refusant le dialogue avec les tribus, ils ont opté pour la politique de la terre brûlée.

Malgré les propositions de l'Office Foncier, ils sont partis avec tout leur bétail. Les kanaks ont donc dû démarrer à zéro. Et aujourd'hui, le bilan est plus que respectable. A la place des 3 colons, il y a 8 groupements d'élevage avec un cheptel total de 810 bêtes. Et dire qu'on affir-



me qu'il ne reste que 400 têtes sur toute la Côte Est...

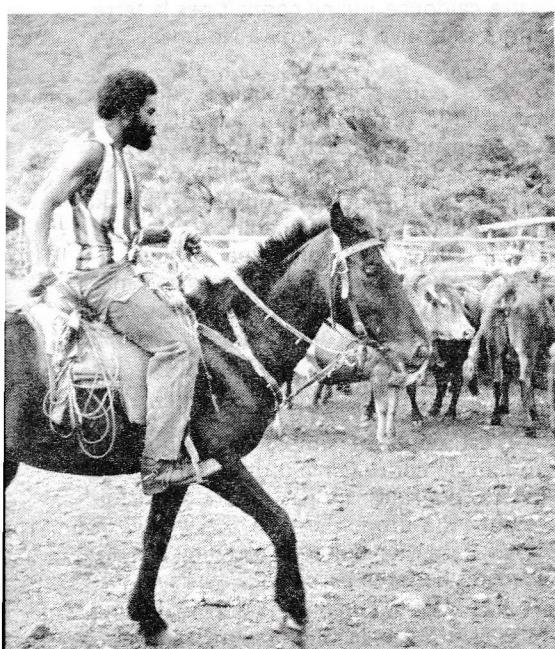
Tous les techniciens agricoles sont unanimes : il y a une profonde motivation. Une véritable mobilisation dans cette région pour la bataille du développement... A l'évidence, il faut beaucoup de volonté car nous devons rattraper un siècle de retard. Un siècle de marginalisation. Les 8 GIE qui existent actuellement ont dû, tout d'abord, régler le problème de terre. C'est une nécessité absolue. Pour faciliter l'intervention des caisses préteuses, les clans propriétaires doivent signer un bail avec le GIE. En général, c'est une démarche formelle puisque ces clans sont également membres du groupement. Reste qu'il ne peut y avoir de projet communautaire sans cet accord de principe. L'expérience de Houailou montre clairement que là où les clans sont en désaccord, il y a blocage. A contrario, elle démontre que la conception kanake de la terre n'est pas figée mais qu'il y a un sentier kanak pour le développement. Nos terres, nos traditions et nos coutumes peuvent être au service de notre peuple et de notre pays.



Il faut suivre les stock-men sur les crêtes de Pouroube. Les accompagner à Erawa. Les voir porter les barbelés pour la clôture... Il suffit de vivre avec eux un après-midi pour comprendre que le développement est un combat.

Très peu de kanaks naissent éleveurs. Il a donc fallu tout apprendre. Formation sur la santé animale, sur la qualité du paturage, des débouchés de la viande... Les vieux, les jeunes, tout le monde s'accroche avec l'entêtement de ceux qui veulent arriver au but. Les sessions de formation organisées par l'ODIL sont suivies

Si à faire de l'élevage!"



avec assiduité. Il faut absolument rattraper le retard. Améliorer la race, rationaliser le travail, rentabiliser l'exploitation ... Ainsi, chaque bête est précisément répertoriée. Elles sont réparties en troupeau selon leurs critères et suivies de près par un vétérinaire. Rien à voir avec l'élevage extensif à la cow-boy.

En mars dernier, 13 bêtes ont été abattues par l'OCEF sur l'exploitation de KUA. Recette : 768 000 F. Sur cette somme, la SICNC préleve automatiquement le remboursement de l'emprunt... Une part pour la caisse du groupement. Le reste sera redistribué entre les 5 familles de la tribu.

A côté du cheptel du GIE, il y a également un troupeau de 70 têtes qui sert uniquement aux besoins de la tribu. Chacun peut ainsi disposer de son bétail sans toucher à celui du groupement.

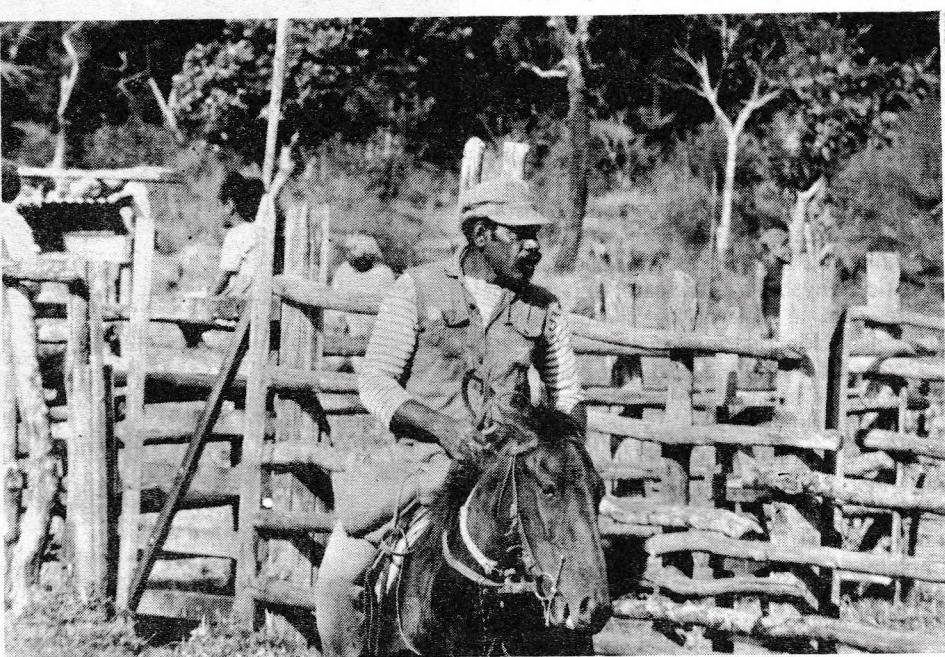
Au total, 20 millions ont été investis dans les 8 GIE de Houailou. Et les projets ne manquent pas... On parle d'une boucherie au village et de matériels lourds pour l'ensemble des groupements. Il faudra sans doute refaire le point dans deux ou cinq ans. Mais il n'empêche... En revenant de KUA, on ramène quelque part dans sa tête comme une petite mais ferme certitude : Kanaky sort de terre. Kanaky lève la tête. Et en passant à Pouroubeu, Karavin, Baa ou Erawa, ça se confirme encore plus. De spectateurs, nous devons être des acteurs. A Houailou, comme Oundjo, Hienghène, Canala, Poya ou dans les îles, les indices ne manquent pas. Le paysage change. Le peuple kanak s'organise. Partout, des structures se mettent en place. Coopératives de pêche ici, scieries par là, GIE...

Le congrès de Nakety avait donné comme consigne de viser l'autosuffisance. Le pari est en passe d'être gagné. Le coup de tonnerre du 18 novembre n'est pas seulement de portée politique politique. Il a marqué les esprits. Il s'est enraciné dans nos terres, nos régions, nos tribus et nos clans. Nos jeunes se mettent en groupe pour débrousser et cultiver les champs. Des cases se constituent partout. Nos tribus refleurissent. La résurgence est devenue rivière. Sous peu, il sera un torrent. Qu'en se le dise.

Il ne faut pas s'y tromper et à ce titre, l'expérience de la région de Houailou est significative. Dans un pays colonisé, le concept de développement pris isolément est une duperie. Une imposture et rien de plus. N'en déplaise au LKS et à Toubon, dans un contexte colonial, un discours sur le développement doit s'inscrire dans la perspective de Kanaky. Sinon, c'est

soit du bricolage. Soit tout simplement du capitalisme new-look. Ce qui se profile actuellement dans tout le pays kanak, ce n'est pas l'esquisse d'une intégration des kanaks dans les structures économiques coloniales. Au contraire, c'est purement et simplement la mise en place des cellules économiques de base pour l'indépendance kanake socialiste. La nuance est de taille. La plupart des promoteurs de groupement sont ceux qui tenaient les barrages. La principale motivation du développement est politique.

Il faut écouter ces vieux d'Oundjo qui rentrent de la pêche. Entendre les jeunes sur la station d'élevage de Pouroubeu. Il faut promener son oreille partout en Kanaky. Nos mères elles-mêmes sont unanimes : le soleil semble plus chaud sur le pays kanak. Et que la terre de nos ancêtres recommence à parler. Après 130 ans de silence. L'indépendance sort de terre. L'indépendance, c'est notre pays.



Je ne suis pas de Wa (Houailou) pourtant, j'y suis né. La langue de mes ancêtres est le drehu mais la mienne est le Ajié. On me le contestera sur la forme, mais sur le fond, cette entité demeure.

Le kanak reproche au Colon français (caldoche) de se trouver actuellement sur une terre kanake. Mais le caldoche réagit et dit qu'il est chez lui. Il est là depuis des générations. De plus, il n'y est pour rien dans ce que fut l'histoire de la spoliation coloniale. Le kanak monte le ton et négocie directement avec la France. La France finit par reconnaître ses anciennes erreurs, mais les arrières, arrières etc... petits enfants de ses enfants n'en sont pas moins convaincus que les arrières, arrières etc... grands pères de leurs parents étaient malgré tout les grands pionniers de ce qu'est aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie. En effet, la France mettait du temps pour satisfaire la revendication clanique des terres kanakes.

Le kanak veut accélérer les choses. Son premier recours, construire les cases sur les pseudo-propriétés du colon. La France lâche du «mou» et finit par satisfaire bien des revendications par des domaines morcellés. Le kanak ne veut pas de ça. Il veut que la France procède de la même manière que lorsqu'elle avait procédé à l'acquisition des terres kanakes après le passage de James COOK. En clair, le kanak voulait la rétrocession intégrale de ses terres. Dur ! dur ! pour le caldoche. Il est convaincu qu'un jour ou l'autre le kanak va sévir. Il se mit donc à se spécialiser dans la collection des armes à feu : du fusil modèle 1847 en passant par le fusil à jumelles, des fusils mitrailleurs performants et j'en passe.

Quant au kanak, aucune intervention armée ne lui faisait peur. Il a l'habitude. Depuis 1878, Ataï, Douï ont frayé le chemin de la libération par une certaine stratégie de la dissuasion. C'est que le caldoche ignorait, c'est l'objet d'endurance du kanak dans sa lutte de libération. Le kanak n'est pas haineux. Je dirai même qu'il a toujours toléré la présence de l'homme blanc, quitte même à le défendre contre les injustices coutumières. Le kanak a toujours été animé d'un sentiment hospitalier héritage intrinsèque du fond des âges. Les habitudes du monde moderne n'en sont pas parvenues à le lui extirper. Le Kanak préfère croire que céder son patrimoine culturel qu'est la terre, à l'adversaire. Sa souffrance est de constater que son territoire et ceux des autres clans alliés ou non ont été souillés par l'occupation envahissante de ceux qui se sont inspirés comme règle de vie : l'étouffement ou le génocide du dominé.

Conscient des faibles moyens quant à sa défense, le kanak mise ses chances sur son endurance, sa patience et la conversion d'une poignée de caldoches avec d'autres encore, habitant sur ce territoire à la Cause Kanake. Le Kanak ne demande pas grand chose au Caldoche. Il lui demande simplement qu'il reconnaîsse que la terre foulée par ses ancêtres jusqu'à lui, appartient au Kanak.

De là, les problèmes de cohabitation pourront se régler à la «marrière» informatique. Le Kanak, de part sa conception transcendante du monde invisible des descendants, renforcée par le traditionalisme dépassé d'une forme d'adoration chrétienne ne pourrait qu'envisager comme dernier recours une résistance violente, mais qu'il savait, s'avèrerait infructueuse. Néanmoins, tant qu'il restera un seul kanak, il y a toujours de l'espoir.

Face à la gendarmerie mobile, sous les pluies des grenades lacrymogènes et exposé à la fumée piquante des gaz, le kanak se rétracte souvent derrière sa caférie, ses broussailles, ses champs. Il n'avait qu'un petit bandeau pour se protéger les yeux. A la surprise générale de la garde mobile, le kanak revient à l'attaque, n'ayant pour seule arme les quelques cailloux qu'il ramasse sur le sol. Convaincu et déterminé dans ses comportements qui paraissent terroristes, criminels, pirates, sous l'oeillère légaliste, loyaliste, que sais-je encore de ses ennemis de circonstance pour qui, il avait eu pourtant pitié, le kanak fera comprendre, rappellera à son voisin caldoche par exemple à Thio : que pour une meilleure coexistence, il faut qu'il change de mentalité.

Le caldoche de son côté, essaie d'oublier les querelles de «clocher» qui l'opposait depuis des décennies à son voisin colon immédiat. Il faut défendre l'intérêt caldoche. Le problème, c'est que l'effectif des combattants ne justifie pas l'affrontement direct avec le groupe kanak de la tribu. Alors, parfois, il abandonne sa propriété privée «chérie» remplie de rêves et de fantasmes. Il va chercher l'appui de la grosse tête, du gros moyen sans oublier le gros bras. Au besoin, il s'engage dans une milice, mais il faut indemniser en même temps l'engagé gros bras qu'il emploie. Quel tracas ! Parfois, son acolyte dirige sur sa région un commando qui sème la pagaille au lieu de servir l'intérêt du colon. Alors, il s'aperçoit clairement que son

centre d'intérêt diffère largement d'un autre caldoche qui ne connaît pas la terre et qui se trouve «pénard» à Nouméa.

Pour pousser le caldoche à quitter la brousse, le kanak lui coupe ses fils barbelés, descend son bétail, incendie son commerce et fait pleuvoir des cailloux sur sa voiture. Mais peu après, on aperçoit le kanak se déranger pour chercher le pain, le riz, le sucre à la commune voisine. Il prend même le car pour faire ses commissions à Nouméa. Alors - Réfléchissons !

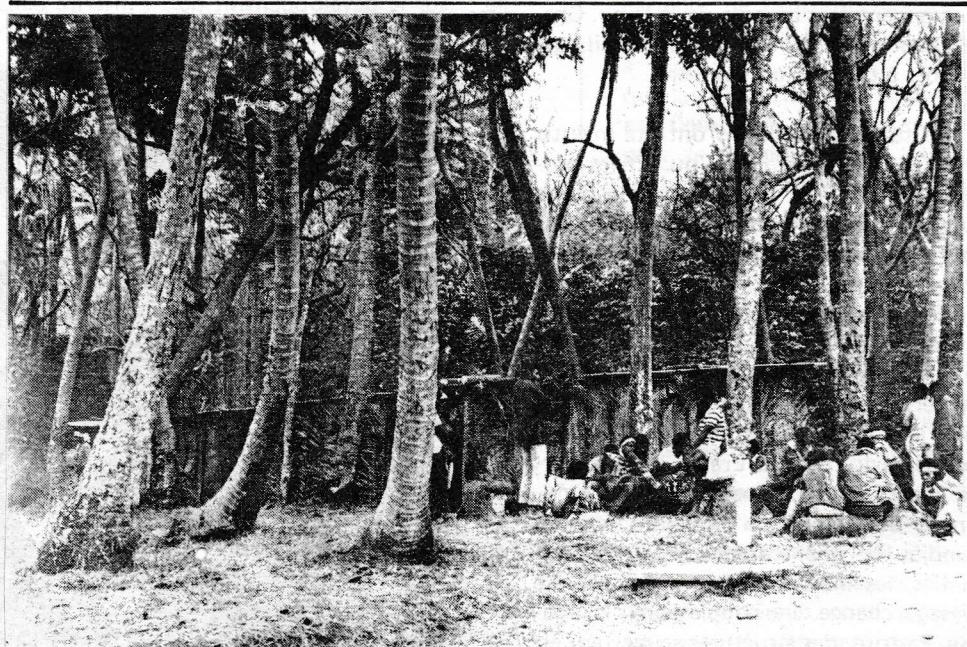
L'homme sensé ne pourra pas s'empêcher de s'éclater. Il sera certainement d'accord avec moi pour dire : Quelle connerie tout ça !

C'est pourtant simple de s'arranger au lieu de continuer à tout casser et à se battre, pourquoi ne pas rendre à chacun ce dont il a droit.

Le caldoche doit admettre qu'il était accueilli de force par le kanak sur son territoire. Mais le kanak doit du même coup reconnaître que le caldoche a fait du travail sur la terre occupée. Alors plan Fabius ou pas, la confrontation caldoche/kanak ne pourra être résolue que par une Concertation suivie d'expériences communes et pratiques sur le terrain par ces deux composants et eux seuls. La France colonise vite, mais elle arrive difficilement à décoloniser. Les vrais pro-français le savent bien, quelque soient leurs tendances politiques.

Alors caldoches et kanaks, dites-vous qu'il n'y a que vous qui pourrez résoudre vos propres problèmes. Mais résolvez les vite, sans arrières pensées d'exploitation à rebours.

L'un comme l'autre, montrez-vous plus modernes et plus humains. Profitez des régions pour créer une collectivité plus humaine et n'obéissez plus à la puissance des détaillants de tout genre de Nouméa car vous, vous possédez la Source de la richesse économique et culturelle du Territoire.



LES NON-KANAKS

Qui sont-ils ? Et que veulent-ils ? Vivre, tout simplement. Vivre sur cette terre qui les a vus naître, ainsi que leurs parents et parfois arrière-grands-parents. Vivre c'est quoi ? C'est travailler, manger, dormir, avoir des enfants. Mais vivre, ce n'est pas que cela. C'est aussi la santé, l'éducation, les relations avec l'environnement et avec les autres. Relations qui ne soient pas fondées sur l'exploitation, l'ignorance, l'indifférence et le mépris... C'est aussi avoir un passé, un présent et un avenir. Une histoire.

Au pays, chaque communauté ethnique, asiatique, polynésienne, européenne, a une histoire propre que le système colonial a gommé des mémoires. A travers celle du peuple kanak, on peut retrouver la sienne. Retrouver cet arrière-grand-père maternel immigré d'Europe et gardien de bagne, par exemple, et puis ce grand-père paternel venu de Tonkin pour travailler, sous le fouet du contremaître, dans les mines de nickel. Un père et une mère auraient pu naître, pourquoi pas, de ces 2 mondes si différents que la société de l'époque aurait jugé d'un sale œil leur union. Société raciste qui criait «les viets dehors» à cause du soutien qu'affichaient certains comités locaux pour le Nord-Vietnam, à cause de la place que prenait de plus en plus la communauté vietnamienne dans l'économie (commerce, artisanat, maraîchage). C'est avec soulagement que cette société européenne et soucieuse de ses intérêts, a vu partir, en 63, le dernier bateau rapatriant les travailleurs vietnamiens chez eux. La petite communauté qui est restée, a joué le jeu et gravit les échelons de la hiérarchie calédonienne, provoquant de soudaines courbettes de la part des européens.

Entre-temps, beaucoup sont venus de l'extérieur, grossissant la population non-kanake jusqu'à rendre minoritaires les indigènes selon une stratégie voulue et décidée par le gouvernement français. Beaucoup d'autres sont nés, «calédoniens», grandissant dans une société qui se veut multiraciale mais qui crache «kawouins», «wallipètes», «chinetoques», «tahipouètes», «kakans» pour désigner l'autre, dans son dos. Expressions d'autant plus péjoratives qu'est misérable la situation sociale de la communauté concernée. On peut ici avoir une pensée particulière pour la communauté wallisienne qui, de par ses conditions de vie au pays mais aussi à Wallis et Futuna, est objectivement la plus apte à comprendre et rejoindre le peuple kanak dans sa lutte, mais qui ne le fait pas spontanément parce qu'un travail de conscientisation doit être fait pour contrecarrer le travail d'asservissement effectué par les tenants du pouvoir, pouvoir qui achète des gens pour suer et prendre des coups à sa place. Les wallisiens du pays sont déracinés, de plus en plus acculturés et, bon nombre d'entre eux, même s'ils le souhaitaient, n'auraient pas la possibilité matérielle de re-

tourner dans leur île d'origine. Ils ne peuvent même pas, chômeurs, «retourner à la tribu» pour survivre et retrouver un semblant d'identité. Prise au piège colonial et patronal, la communauté wallisienne se doit de réagir.

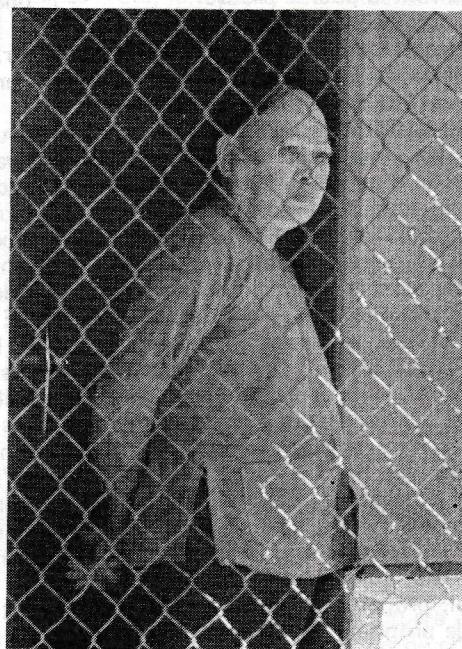
La société d'aujourd'hui regarde d'un sale œil craintif en tout cas, les non-kanaks qui sympathisent à la lutte de libération kanake, elle dit qu'ils sont des traîtres et qu'ils oeuvrent à leur propre mort. C'est vrai quelque part : plus l'identité kanake s'affirme et moins nous existons en tant que «calédoniens». Et cela ne va pas sans quelques déchirures. Mais voilà, un cagou qui chante cocorico existe-t-il vraiment ? La société calédonienne multiraciale n'a jamais existé qu'en trompe-l'œil et ce n'est pas les emblèmes, comme le cagou précisément, cuisiné à toutes les sauces, qui parviendront à colmater les brèches. Ces murs raciaux et sociaux qui nous emprisonnent les uns et les autres, il fallait qu'ils craquent, qu'ils se fissurent. Qui, sinon le peuple kanak, aurait eu la force de le faire ?

C'est à la fois une question et un constat. Et c'est à lui seul qu'en revient aujourd'hui le mérite.

Avec ou sans nous, le peuple kanak continuera à lutter. Autant que ça soit avec nous. La domination et l'exploitation sociale, culturelle, politique et économique, nous la subissons tous à différents degrés, à différents niveaux. Chaque communauté doit couper les ficelles qui font d'elles des marionnettes, auxiliaires de la colonisation jadis, défenseurs de la bourgeoisie locale aujourd'hui. Et ce, afin de contribuer à la société de demain, de maintenant. Persister à rester dans le camp d'en face, à vouloir «casser du kanak», c'est comme faire la queue afin d'

obtenir un billet d'avion pour nulle part. Y aura de la place pour personne dans les valises, bourrées de fric, des LAFLEUR & CIE. Continuer à attendre en silence que les «choses se passent», c'est laisser le peuple kanak se battre seul contre le colonialisme et le néo-colonialisme. Le néo-colonialisme, c'est mettre un masque de domination noire à la place d'une domination blanche, c'est changer les cartes mais pas la règle du jeu. Et c'est surtout jeter les bases d'une société qui, demain se fissurera elle aussi.

Parvenir à l'IKS, ce n'est pas seulement détruire, c'est aussi construire. Et les non-kanaks qui veulent vivre tout simplement, ont leur mot à dire, leur geste à faire, leurs barrières à faire sauter. Avec le peuple kanak et non pas en face.



Si au niveau international existent des rapports de domination, ces mêmes rapports se retrouvent au niveau des nations, entre et au sein des régions, des groupes, des familles, des couples et jusqu'en l'homme, dans son rapport avec lui-même et avec ce qui l'entoure.

C'est contre ce rapport de domination que l'on doit lutter. Quand cette lutte est commune, la question de savoir ce que signifie être kanak ou non-kanak ne se pose plus. Qu'importe alors d'être noir, blanc ou jaune, homme ou femme, vieux ou jeune, clan ceci ou clan cela. Le respect de l'autre n'existe pas quand on est tout seul à décider. Kanaks et non-kanaks ont quelque chose à faire ensemble : donner une baffe à tous les profiteurs et les racistes du monde entier. Personne ne sera jamais de trop dans ce combat là !

Brigitte T., Eurasienne Militante FLNKS

La psychose de la peur et le problème foncier

A la veille de toute élection, il a toujours été d'usage que la Presse de l'Oligarchie Financière Calédonienne crée la psychose de la peur dans l'électorat calédonien. Pour défendre leurs vils intérêts, les REQUINS de l'économie calédonienne n'ont d'autres arguments électoraux que le mensonge et surtout de faire croire aux ouvriers et petits agriculteurs CALDOCHES que leurs intérêts sont menacés et que EUX SEULS (les représentants des GRANDES FAMILLES) détiennent toutes les rennes économiques du pays, peuvent les sauver. En vérité, ils demandent aux petits caldoches de sauver leurs gros intérêts. CENT CINQUANTE ANS D'HISTOIRE sont là pour le prouver.

Aujourd'hui, nous arrivons à un tournant décisif de NOTRE HISTOIRE, de celle de NOTRE COHABITATION et du règlement du contentieux existant entre NOUS, VICTIMES de l'ERE COLONIALE. Les interlocuteurs VALABLES sont donc d'un côté VOUS les CALDOCHES et d'un autre côté NOUS les MÉLANESENS de la GRANDE TERRE. Ne vous trompez donc pas d'interlocuteurs car alors le règlement de vos problèmes est insoluble. Les MÉLANESENS COLONISES se furent NOUS de la GRANDE TERRE. Qui ont conservé leurs terres, leurs coutumes, leurs chefferies, leurs pouvoirs politiques et économiques sur le sol de leurs ancêtres ? Les MÉLANESENS des îles Loyautés. Quel est le Porte Flambeau de la Droite Locale, le « Groom de Service », le paravent de la bourgeoisie européenne ? Un MÉLANESEN de Lifou. Qui, aujourd'hui, dans un but électoral, propose aux européens 30 hectares de propriété sur les terres des MÉLANESENS de la Grande Terre, mais non sur les siennes ou celles de ses sujets ? Un MÉLANESEN des Loyautés, Grand Chef de surcroît qui nous démontre par là qu'il ne connaît pas (ou veut méconnaître) le droit foncier coutumier. Avec qui devrez-vous traiter du règlement de l'important problème foncier, de votre droit de continuer comme par le passé à y vivre et à y travailler maintenant que le problème est posé d'une manière cruciale ? Avec LAFLEUR, UKEIWE, CHIRAC, LEOTARD, LE PEN, NAISSELINE, où avec ceux qui qui vous le posent et qui sont les seuls interlocuteurs en ce domaine ?

Le journal des milliardaires calédoniens, « Les Nouvelles », vient dans son numéro de mardi 3 septembre 1985, de faire paraître la MOTION du Syndicat des Eleveurs ainsi qu'un article dont les passages en italiques sont contenus dans la lettre de présentation de la dite motion adressée au Ministre E. PISANI.

Ces passages appellent de notre part certains commentaires. Un vieux dicton

français dit : «Cracher contre le vent, c'est prendre le pollard sur le nez en retour». Ainsi le rédacteur de cette lettre de présentation utilise des arguments qu'il est fort aisés de lui envoyer. «Terres acquises en toute légalité», «Développement harmonieux», «Acquis historiques» etc...

«LES ELEVEURS JUGENT INADMISSIBLES DES DISPOSITIONS VISANT A SUPPRIMER LE DROIT DE PROPRIÉTÉ SUR LES TERRES D'ELEVAGE ET DE CULTURE ACQUISES EN TOUTE LEGALITÉ ET MISES EN VALEUR AU PRIX D'ENORMES SACRIFICES DEPUIS DES GÉNÉRATIONS». (paragraphe 2 de la motion).

Mais de quelle LEGALITÉ parlez-vous Mr. Matelot DUBOIS ? Reprenons donc l'HISTOIRE, Mr. DUBOIS.

Un certain 24 septembre de 1853, le gouvernement Français débarque sur nos rivages avec Forces Armées, chasse nos ancêtres de leurs terres, les parque sur des terres stériles et ensuite cède à titre gracieux ou onéreux nos terres à ses ressortissants. Et vous avez l'outrecuidance d'appeler cela de l'ACQUISITION EN TOUTE LEGALITÉ. Vous n'avez pas enfanté la honte Mr. DUBOIS. Cette spoliation des aborigènes de la Grande Terre s'appelle en DROIT FRANÇAIS : Vols de biens appartenant à autrui. Nous vous mettons au défi Mr. DUBOIS de nous dire qu'il n'en fut pas ainsi. Votre SEUL argument sera peut-être de nous dire que le Gouvernement Français vous a vendu ces terres, mais sachez aussi que : La détention ou l'achat d'un bien volé s'appelle en DROIT FRANÇAIS : Recel de biens volés appartenant à autrui. Il est poursuivable au même titre que le vol.

Le seul argument VRAI que vous eussiez dû utiliser, vous le placez au second plan. Celui de la mise en valeur. Il en existe encore un autre, voyez-vous, mais vous ne l'utilisez pas, et pourtant il est de poids. Celui de : VICTIMES de l'HISTOIRE.

NOUS sommes deux catégories de Victimes de l'Histoire Coloniale. VOUS, qui en avez été aussi les profiteurs jusqu'à ce jour avant que d'en devenir victimes et NOUS, les authentiques Victimes.

C'est à ce titre de VICTIMES de l'HISTOIRE, que depuis 1953 et pendant TRENTÉ ANS, nos PERES vous ont tendu la main au sein de l'UNION CALEDONIENNE pour former avec EUX, le PEUPLE CALEDONIEN de l'AVENIR. Mais, poussé par la haute bourgeoisie calédonienne - la même que vous vous apprêtez à soutenir encore aujourd'hui - vous avez craché dans cette main qui vous était pourtant si généreusement tendue. VOUS, des premiers, Mr. DUBOIS.

Et malgré cela, voyez-vous, malgré l'affront, nous vous considérons toujours comme victimes et c'est pour cela que nous avons proposé au Gouvernement Français, SEUL ET UNIQUE RESPONSABLE de notre situation réciproque, le MODUS VIVENDI contenu dans l'ordonnance à savoir : NOTRE DROIT A NOTRE SOL et VOS DROITS à vos AMELIORATIONS, à continuer d'y rester et d'y travailler.

Aujourd'hui, vous insultez, vous traînez dans la boue Mr. PISANI qui a été pourtant le seul avocat de votre cause, compte tenu du fait que ceux qui étaient chargés de vous défendre, ceux que vous avez élus, ont brillé par leur absence, ont pratiqué le monologue ou le dialogue, oubliant les véritables interlocuteurs valables.

Arrachez les oeillères qui vous empêchent de voir, CALDOCHES, que votre AVENIR soit AVEC NOUS, MÉLANESENS et l'heure du choix se présente le 29 septembre. Sachez démontrer au MONDE et à nous-mêmes que vous ne cherchez pas à créer une nouvelle Afrique du Sud et un autre système d'APARTHEID dont les conséquences futures ne pourraient être que celles que vous savez.

Ainsi la PARTITION de la Nouvelle-Calédonie en deux régions EST et OUEST proposée par LAFLEUR et son KANAK de service, c'est l'APARTHEID. C'est l'Ouest BLANC contre l'Est NOIR. Mais c'est aussi et surtout l'Ouest des Mines à LAFLEUR, celui des Grandes Stations d'Elevage de BALLANDE, du Domaine de Ouaco, etc...

Pour en finir, réfléchissez à ceci, CALDOCHES :

La destruction du Camp des Sapins à Thio par un commando d'europeens pour nous en faire porter le chapeau, a permis à LAFLEUR de charger 14 Minéraliers sur la Côte Ouest à raison de 100 millions chaque. Cela fait donc 1 MILLIARD 400 MILLIONS. Quand on pense qu'un corniaud de journalistes des «Nouvelles» posait la question dans son journal, le lendemain de ce saccage : «A qui le crime rapporte ?» Nous la posons nous-mêmes aujourd'hui : A QUI LE CRIME A RAPPORTÉ ?

La Roue de l'Histoire tourne dans un sens, toujours le même, qui est celui de l'évolution des peuples et de la réparation des injustices passées. Ne faites pas comme les RATS, n'allez pas «chier» dans le sac de riz dans lequel ils mangent car vous risqueriez de faire comme eux, de finir par confondre le bon grain de l'excrément.

QUO VADIS

AMERIQUE LATINE

El Salvador

La fille aînée du président Duarte a été enlevée

San-Salvador

— La fille aînée du président salvadorien José Napoleon Duarte a été enlevée, mardi 10 septembre à San Salvador, par des inconnus après une fusillade au cours de laquelle l'un de ses gardes du corps a été tué et deux autres grièvement blessés. Selon des témoins, quatre hommes ont fait sortir Mme Ines Guadalupe Duarte Duran, âgée de trente-trois ans, de sa voiture en la tirant par les cheveux et l'ont emmenée. Pendant ce temps, deux complices assuraient leur protection en ouvrant le feu sur les gardes du corps, qui se trouvaient dans une jeep. L'enlèvement s'est déroulé à proximité de l'université, dans le sud de la capitale.

L'armée a immédiatement pris position autour de l'université, contrôlant toutes les personnes qui se trouvaient dans la zone. Aucun mouvement n'a encore revendiqué la responsabilité de cette action et un porte-parole de l'armée a indiqué qu'aucune demande de rançon n'avait été reçue jusqu'ici. Mme Ines Guadalupe Duarte Duran est l'aînée des six enfants du président salvadorien. Elle dirige une station de radio

locale et étudiait à l'université la publicité et les relations publiques. Elle est divorcée et mère de trois enfants.

Certaines sources proches de la présidence attribuent cet attentat à la guérilla. Le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), qui regroupe plusieurs mouvements de guérilla, a adopté depuis quelques mois une nouvelle stratégie consistant à enlever des responsables municipaux favorables au gouvernement. L'un des mouvements du FMLN avait revendiqué, en juin, un attentat à la mitraillette qui avait fait treize morts, dont quatre « marines » américains dans un café de San-Salvador.

A la suite de cet enlèvement, le chef de l'Etat salvadorien a décidé, mardi dans la soirée, d'annuler « pour le moment » un voyage à New-York, où il devait prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies.

WASHINGTON RECOMMANDERAIT LE DIALOGUE AVEC LA GUÉRILLA

Selon le *Washington Post* du dimanche 8 septembre, un rapport secret du département d'Etat américain recommande au président Duarte d'entreprendre des négociations de paix avec les organisations de guérilla, « parce qu'il ne semble pas que la guerre puisse être gagnée d'un côté ou de l'autre ».

Ce rapport contredit la thèse salvadorienne selon laquelle les forces armées sont en mesure de gagner la guerre contre la guérilla. Le ministre salvadorien de l'information a précisé que ce rapport reflétait la position américaine et qu'il ne ferait aucun commentaire sur les aspects militaires de ce document. —



Pérou

Nouvelle purge dans la police

HUIT GÉNÉRAUX ET CENT DIX-HUIT COLONELS SONT LIMOGÉS

Lima — Nouvelle purge dans les forces de police péruviennes. Huit généraux et cent dix-huit colonels ont été limogés, le mardi 10 septembre. Ce deuxième « coup de balai », après celui du 19 août, montre que le président Alan Garcia est décidé à poursuivre coûte que coûte la moralisation des forces de l'ordre soupçonnées de corruption ou de liens avec les trafiquants de drogue.

En moins de trois semaines, quarante-cinq généraux (vingt-trois de la garde civile et vingt-deux de la sûreté) et plus de deux cents officiers supérieurs ont été limogés. C'est M. Abel Salinas, ministre de l'intérieur, qui a annoncé mardi la nouvelle, et spectaculaire, purge de la police. —

Le ministre a précisé que le gouvernement n'avait pas l'intention de blesser « ni l'honneur ni les sentiments de tous ceux qui sont sur la liste des officiers sortants ». Le gouvernement, a-t-il dit, « est seulement décidé à restructurer, à débureaucratiser les institutions tutélaires pour améliorer leur fonctionnement dans l'intérêt de la nation ».

La refonte des forces de police est loin d'être terminée, annonce-t-on de bonne source. Près de trois mille policiers, tous grades confondus, seraient prochainement remplacés par des « hommes incorruptibles et dynamiques ». Après la garde civile et la police criminelle, la garde républicaine serait prochainement affectée par la moralisation.

e.p.k. :

les décisions de Ponérihouen

Retour sur la convention de Ponérihouen les 28. 29. 30 août 85.

La convention porte à la connaissance des EPK et à la connaissance de tous les militants FLNKS la liste des décisions suivantes :

1. Structure Nationale :

La convention conformément à ses objectifs a mis en place une structure nationale chargée d'animer, de coordonner, d'organiser et de représenter les EPK.

La convention adopte l'organisation suivante :

La structure nationale est composée de 2 parties : la structure nationale proprement dite et le comité exécutif.

A/ La structure nationale est composée de délégués de chaque CdL. Les CdL décident du nombre et de la qualité (parents d'élèves, animateur, membres du CdL, élèves) de ses délégués.

Tous les délégués ont le droit de participer au débat et à la réflexion. Seul le délégué de CdL avec EPK ont le pouvoir de décision.

Compétence : La structure nationale contrôle le comité exécutif, diffuse l'information, anime, popularise le travail des EPK, réfléchit, propose.

B/ Le comité exécutif : Il est élu par et dans la structure suivant des critères qu'elle définit.

Compétence : Le CE exécute les décisions, coordonne, anime, popularise, gère le budget, administre, réfléchit, organise, l'EPK.

La structure nationale agit dans le cadre général défini par les conventions, AG, congrès, auxquels appartiennent les pouvoirs de décisions.

Il appartient à la structure nationale de s'organiser et de se répartir les tâches. La convention demande à ce qu'elle se mette au travail immédiatement à travers un comité exécutif provisoire.

Ce comité exécutif est composé d'un délégué par CdL avec EPK présent à la convention.

Ce comité exécutif provisoire est chargé de faire avancer et d'appliquer les décisions prises par la convention.

Il reste en place jusqu'à l'installation de la structure nationale.

C/ Ministère.

La convention charge une délégation d'apporter la proposition suivante à l'AG du FLNKS de Houailou.

«Le ministre de l'éducation doit être nommé par la structure nationale parmi les membres du comité exécutif. Le ministre représente les EPK dans le gouvernement».

La convention adopte le principe : Le ministre sera décentralisé : La structure nationale est chargée de trouver le siège du ministère.

2: Institution régionale

(l'EPK et l'utilisation du Plan FABIUS) La convention considère que les travaux, réflexions, décisions rendent inutiles ce point de l'O. D. J.

3. Caisse nationale.

La convention décide d'ouvrir un compte. Toutes les sommes provenant de comité de soutien seront versées dans cette caisse. La structure nationale se chargera de la répartition.

4. Finances.

La convention adopte les principes suivants :

- . «Compter sur ses propres forces»,
- . Développer économiquement les EPK
- . Acceptation prudente de l'aide extérieure (attention au risque d'assistanat).
- . Organisation de journées régionales et nationales de soutien,

. Appel à la participation des forces vives du FLNKS pour la consolidation des EPK et favoriser l'implantation de nouvelles EPK.

5. Organisation d'une EPK

La convention adopte le principe suivant :

L'EPK s'organise selon les besoins, les compétences, les possibilités.

6. Principes pédagogiques

La convention constate que les EPK fonctionnent toutes sur la base de principes communs et cohérents.

La convention charge la structure nationale d'élaborer un document de synthèse sur les principes pédagogiques à partir des travaux des EPK et des commissions.

La convention adopte la ligne directrice suivante :

«L'EPK est une structure de lutte pour l'IKS et pour la construction de l'IKS»

7. Matériaux

La convention adopte les principes suivants :

- . Les activités de l'EPK doivent être adaptées à ses possibilités matérielles.
- . Les EPK doivent se contenter de ce qu'elles ont en cherchant à l'améliorer.

8. Formation

a) formation intérieure

La convention constate que l'EPK est déjà un instrument de formation extraordinaire sur le terrain.

La convention propose :

- d'organiser des formations à tous les niveaux (local, régional, national)
- de créer une université en Kanaky
- de décentraliser la formation.

La convention considère la communication comme un moyen de formation. Elle encourage la création de radio et de journaux dans les régions.

b) formation extérieure

La convention constate que l'EPK assure une formation de cadre au service du peuple. Cette formation est de qualité.

La convention constate que des formations sont possibles et proposées à l'extérieur. La convention propose de faire un bilan de ces formations.

La convention arrête les principes suivants :

- . La formation doit être liée au travail productif sur le terrain,

. La formation doit être réservée aux militants engagés sur le terrain.

. Les étudiants doivent être suivis et contrôlés dans leur formation.

La question du pays d'accueil reste posée. Des propositions ont été faites.

. Pays socialistes ; structures engagées dans la lutte anticapitaliste, anti-impérialiste des pays capitalistes ; pays du Pacifique:

La convention ne prend aucune décision sur ce point.

Elle charge la structure nationale d'étudier cette question.

9. Vacances

La convention adopte les principes suivants :

Les dates doivent correspondre à des besoins pédagogiques, culturels, économiques et politiques (ex : saison d'igname, cueillette du café, mobilisation politique...). Un calendrier a été proposé par une commission. La convention charge la structure nationale d'étudier un calendrier en s'en inspirant.

Dates avancées : Août-Septembre-Décembre (Noël)-Pâques-Journées de fêtes ou de deuils nationaux.

10. Revendications-actions

La convention constate que conformément aux objectifs certains CdL ont préparé des revendications et d'actions communes pour la consolidation des EPK et pour l'obtention des droits fondamentaux des enfants, des parents, des animateurs engagés dans l'EPK. Ces propositions s'ajoutent au cahier de revendication adressé au BP.

La convention charge la structure d'étudier, de choisir et de faire des propositions à partir de ces documents.

11. Journée nationale

La convention adopte le schéma suivant :

. Niveau régional : les EPK organisent comme elles l'entendent des journées de soutien durant tout le mois d'octobre.

. Niveau national : une journée de mobilisation nationale sera organisée dans tout Kanaky.

La convention charge sa délégation de proposer à l'AG du FLNKS de Houailou de choisir le type d'action :

- soutien à l'EPK que la structure nationale de l'EPK peut organiser.

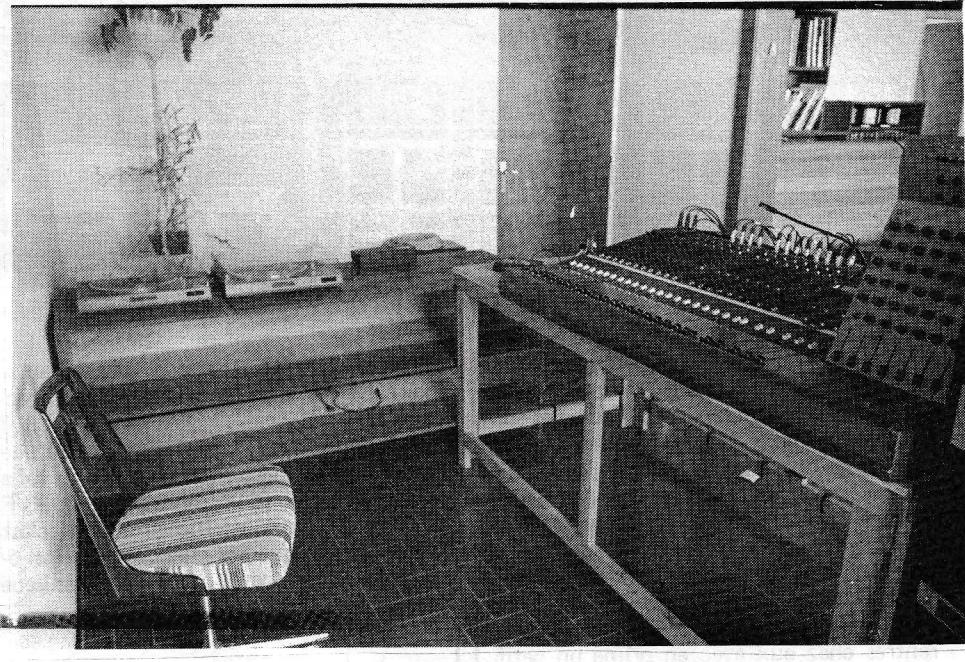
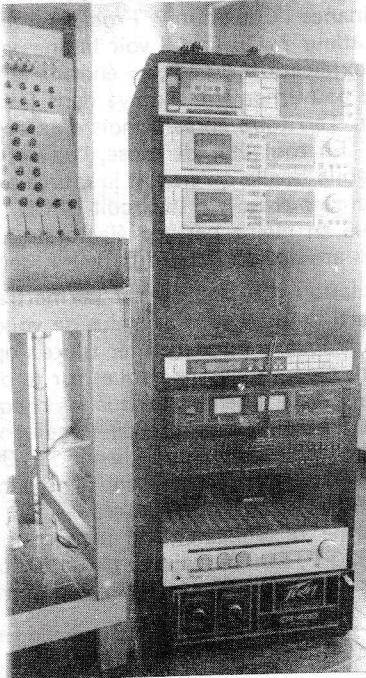
- soutien plus actions contre l'EC (grève, boycott des enfants, parents, enseignants). La convention propose que cette journée soit organisée par le BP aidé par la structure nationale des EPK.

12. Parents d'élèves

La convention est unanime pour accorder aux parents d'élèves un rôle pionnier dans l'EPK. Un débat s'est engagé, des propositions ont été faites. Féférences de parents d'élèves. Le débat reste ouvert. La convention renvoie la réflexion à tous les niveaux CdL, EPK, structure nationale.

(suite au prochain numéro)

IMMINENT RADIO DJIIDO CANAL K



la première radio de Kanaky

BRANCHEZ-VOUS
SUR LA BANDE
FM stereo 96 Mhz



le pouvoir du fric ballande



En 1977, le fils d'un certain défunt Sénateur organisait à Pouembout un happening sous chapiteau. Des spectacles sont rares dans le pays, en particulier dans ce coin de la brousse ; néanmoins, soucieux de son impact publicitaire, le futur député s'était donné les moyens de remplir la salle : nombre de Wallisiens de la région du Mt-Dore se souviennent avoir été transportés par cars entiers sur les lieux, avoir « bien mangé et bien bu », et être rentrés chez eux avec en prime un petit billet à l'effigie de Cook dans la poche.

Huit ans plus tard, le principe est resté mais s'est considérablement sophistiqué : c'est à une véritable opération de marketing publicitaire que nous assistons aujourd'hui. Qu'on en juge.

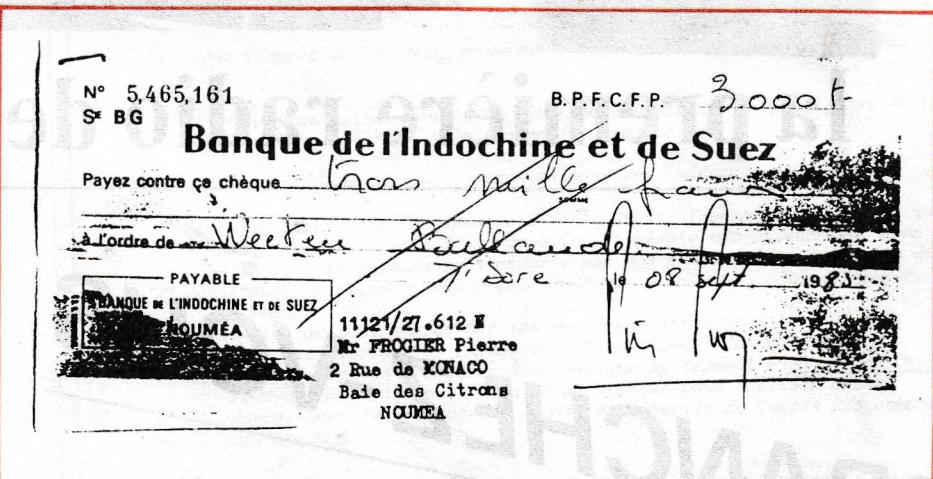
Mardi 10 septembre 85 : une dame de la tribu de St-Louis se présente à la rédaction de BWENANDO, visiblement bouleversée. Elle tient un chèque et une carte de visite à la main et répète que sa voix n'est pas à vendre. Nous jetons un coup d'œil sur les documents qu'elle présente. 1ère surprise : la carte de visite porte l'en-tête de l'Assemblée Nationale et du Député Jacques Lafleur, avec un mot manuscrit « Amitié ». 2ème surprise : la carte accompagnée d'un chèque BIS tiré par un certain Pierre Frogier, ex-ministre des Finances dans le gouvernement Ukeiwé, par ailleurs 1er adjoint au maire RPCR du Mt-Dore, A. Boewa. 3ème surprise : le chèque est libellé à l'ordre du magasin « Week-end Robinson » (commune du Mt-Dore), qui est une succursale des Ets Ballande, dont le principal actionnaire n'est

autre que Roger Laroque, par ailleurs maire de Nouméa et membre du « Directoire RPCR ».

La dame de St-Louis explique qu'une personne s'est présentée chez elle et lui a remis le chèque (d'un montant de 3000 F CFP) et la carte. Vérification faite, c'est par centaines que des chèques ont ainsi été diffusés dans cette partie de la banlieue

nombreuses, bref, de gens « dans le besoin ». La liste de ces gens a-t-elle été établie sur la base du fichier des administrés de la commune du Mt-Dore ? Dans ce cas, quel est le rôle du 1er adjoint au maire dans cette opération de détournement ? Ensuite, tout le monde se demandera qui finance l'opération ? Frogier lui-même ? Lafleur ? Ou faut-il voir là une partie de l'explication du « trou » énorme laissé par le gouvernement Ukeiwé dans les caisses du Territoire après 9 mois d'exercice ?

En tout état de cause, l'opération est habile quelle qu'en soit la source exacte, l'argent passe par le circuit RPCR ; distribué en pleine période électorale « avec les amitiés du député Lafleur », cette circulation d'argent devrait permettre à ce parti de dégager un surplus de voix assez conséquent pour justifier toute l'opération. Opération sans risques sur le plan financier, d'ailleurs, puisque les chèques étant libellés à l'ordre de « Week-end Robinson », c'est-à-dire Ballande, les 3000 F reviennent nécessairement dans le circuit RPCR, par Laroque interposé. On peut même raisonnablement penser que les 3000 F, dans la majeure partie des cas, ne sont en fait, qu'à « amorcer la pompe » qui



de Nouméa, comme l'attestent les nombreux autres exemplaires qui nous ont été transmis depuis.

Plusieurs questions se posent à propos de cette affaire. D'abord quels sont les critères retenus pour le choix des personnes à qui distribuer les chèques ? Selon les premières informations, il s'agit surtout de chômeurs, de mères de familles

conduira les « heureux bénéficiaires » à dépenser des sommes plus importantes. Cela permet également d'élargir le champ de la clientèle potentielle. Du fric pour acheter des voix, qui se transforment à leur tour en acheteurs pour rapporter plus de fric : la boucle est bouclée.

Pour le RPCR, l'électeur est devenu une marchandise.